

5 octobre 1989

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de rapport du Groupe de travail à composition non
limitée chargé d'élaborer une convention internationale
sur la protection des droits de tous les travailleurs
migrants et de leur famille

Président : M. Claude HELLER (Mexique)

Vice-Président : M. Juhani LONNROTH (Finlande)

Additif

Article 75 (suite)

1. A sa 9e séance, le 2 octobre 1989, le Groupe de travail a repris l'examen de l'article 75.

Paragraphe 1 c)

2. Le représentant de la Finlande a donné lecture d'un texte proposé pour cet alinéa, à l'issue de consultations officieuses. Le Groupe de travail a décidé d'adopter le texte.

3. Le texte du paragraphe 1 c) de l'article 75 adopté en deuxième lecture est le suivant :

"c) Le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où, de l'avis du Comité, les procédures de recours excèdent les délais raisonnables;"

Paragraphe 1 d)

4. Le représentant de la Finlande a donné lecture d'un texte proposé pour cet alinéa, à l'issue de consultations officieuses. Le Groupe de travail a décidé d'adopter le texte.

5. Le texte du paragraphe 1 d) de l'article 75 adopté en deuxième lecture est le suivant :

"d) Sous réserve des dispositions de l'alinéa c), le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question fondée sur le respect des obligations énoncées dans la présente Convention;"

Paragraphe 1) (Proposition japonaise)

6. La représentante du Japon a attiré l'attention du Groupe de travail sur le paragraphe 15 du document A/C.3/44/WG.1/CRP.5/Rev.1, dans lequel sa délégation avait posé l'inclusion d'un nouvel alinéa, libellé comme suit :

"i) Le Comité fait figurer dans son rapport annuel établi en vertu de l'article 73 (7) un résumé de ses activités au titre du présent paragraphe du présent article."

7. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne s'est prononcé en faveur de l'adoption de la disposition proposée par le Japon qui lui paraissait utile. En revanche, les représentants de la Finlande et du Maroc se sont demandés si la disposition proposée était nécessaire, étant donné qu'à leur avis, l'article 73 (7) répondait déjà à la situation que la proposition visait. La représentante du Japon a indiqué que la situation couverte par la proposition était différente de celle visée dans l'article 73 (7).

8. La représentante de l'Algérie a appuyé la proposition de la représentante du Japon mais a indiqué qu'elle souhaitait l'amender afin que le Comité puisse, comme c'était le cas de la procédure individuelle de plaintes prévue à l'article 14 (8) de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, résumer également les explications et déclarations des Etats parties intéressés, ainsi que ses propres suggestions et recommandations.

9. Le représentant de l'Italie a douté que la disposition soit utile, quelle que soit sa formulation. Il a estimé que les rapports prévus à ce titre pourraient compromettre des négociations délicates à un stade critique pour l'exercice des bons offices du Secrétaire général. Il était d'avis qu'en établissant un rapport quel qu'il soit, le Comité devrait arriver au moins à des conclusions préliminaires, et qu'il préjugerait ainsi de questions qui n'avaient pas encore été définitivement réglées. A ce propos, les représentants de la France et du Maroc ont indiqué qu'ils ne seraient disposés à appuyer l'adoption de la disposition que s'il était précisé que le rapport ainsi établi ne devrait pas faire allusion à des questions encore en suspens devant le Comité. La représentante du Japon a souligné que la procédure de plaintes inter-Etats prévue dans l'article 75 ayant essentiellement un caractère confidentiel, le Comité ne devrait établir que de brefs résumés de ses activités à cet égard.

10. La représentante de l'Algérie a déclaré qu'elle n'insistait pas pour l'adoption de ses amendements à la proposition mais qu'il n'y avait pas de raison qu'ils ne soient pas adoptés. Elle a indiqué que l'inquiétude exprimée, entre autres, par le représentant de l'Italie n'était pas justifiée étant donné que, dans le contexte de la procédure de plaintes individuelles du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité pouvait établir des rapports sur des questions dont il était saisi sans que ces rapports soient considérés comme préjugant des questions en suspens.

11. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a suggéré que puisque la partie ii) de l'alinéa 1 h) de l'article n'avait pas encore été adoptée, le Groupe de travail suspende l'examen de la proposition japonaise jusqu'au moment où il aurait pris une décision sur cette disposition.

12. N'ayant pu parvenir à un consensus sur la disposition proposée, le Groupe de travail a décidé d'en suspendre l'examen en attendant que des consultations officielles aient lieu.

Paragraphe 2

13. La représentante du Japon a présenté une proposition de sa délégation tendant à ce que l'article 75 contienne un deuxième paragraphe conçu comme suit :

"2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque ... Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé n'ait fait une nouvelle déclaration."

14. Le représentant de la Finlande, appuyé par les représentants du Maroc et des Pays-Bas, a suggéré que le paragraphe proposé soit modifié en sorte que les Etats aient à indiquer les raisons pour lesquelles ils retireraient leur déclaration donnant compétence au Comité pour connaître de plaintes déposées contre eux par d'autres Etats. Ces délégations estimaient que dans la mesure où un Etat avait décidé volontairement de permettre au Comité d'examiner ses politiques, il devrait être tenu d'aviser la communauté internationale des raisons pour lesquelles il changeait d'avis. En particulier, le représentant de la Finlande a indiqué que si la raison pour laquelle l'Etat cessait de reconnaître la compétence du Comité était peu importante ou s'il s'agissait d'une raison de procédure, des aménagements appropriés pourraient être apportés afin que l'Etat continue à reconnaître la compétence du Comité.

15. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a indiqué qu'il n'appuyait pas l'amendement proposé parce qu'il semblait porter atteinte au droit souverain des Etats de faire ce qu'ils voulaient. En outre, étant donné la nature

/...

de la diplomatie internationale, il était improbable que les Etats expliquent vraiment franchement les raisons pour lesquelles ils retireraient leur déclaration. Le représentant de l'Australie, appuyé par le représentant de la Suède, a également dit qu'il n'était pas disposé à appuyer l'adoption des amendements proposés au nouveau paragraphe. Ces deux représentants ont indiqué qu'il serait illogique d'exiger des Etats qu'ils indiquent les raisons pour lesquelles ils retireraient leur déclaration en vertu de l'article 75 alors qu'ils n'étaient pas tenus de donner de raisons s'ils voulaient dénoncer l'ensemble de la Convention. Les représentants du Japon, de l'Italie, de la Chine, du Danemark et de l'Inde ont également indiqué qu'ils n'appuyaient pas les amendements proposés, pour les mêmes raisons.

16. Dans un effort pour concilier les différents points de vue, le Président a suggéré que le Groupe de travail adopte le paragraphe avec une phrase indiquant que les Etats pourraient donner les raisons pour lesquelles ils ont décidé de retirer leurs déclarations lorsqu'ils ont choisi de le faire.

17. Compte tenu du débat relatif à cette question et pour ne pas s'opposer à un consensus, le représentant de la Finlande a déclaré qu'il n'insisterait pas sur l'amendement qu'il avait proposé et qu'il lui suffirait que le rapport indique que sa délégation aurait préféré que les Etats justifient le retrait des déclarations faites en vertu de l'article 75. Les représentants de l'Algérie, du Maroc et des Pays-Bas se sont associés à la déclaration du représentant de la Finlande.

18. En ce qui concerne le nombre de déclarations nécessaires à l'entrée en vigueur de la procédure, le représentant de la République fédérale d'Allemagne a suggéré que, comme dans le cas de la Convention contre la torture, où il faut 20 ratifications pour l'entrée en vigueur de la Convention et 5 déclarations pour l'entrée en vigueur de la procédure de plaintes inter-Etats, il faudrait aussi, puisque la présente Convention doit également entrer en vigueur après 20 ratifications, que la procédure inter-Etats qu'elle prévoit entre en vigueur après 5 déclarations d'acceptation de cette procédure. Les représentants de la Finlande, de l'Algérie et du Maroc ont également estimé que le nombre de déclarations nécessaires devait être fixé à 5 pour permettre l'entrée en vigueur rapide de la procédure.

19. Le représentant des Etats-Unis s'est demandé si le représentant de la République fédérale d'Allemagne avait raison de supposer que le rapport entre le nombre de ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de la Convention contre la torture et le nombre de déclarations nécessaires pour l'entrée en vigueur de sa procédure de plaintes inter-Etats était un rapport logique. A son avis, ce rapport était purement fortuit et ne constituait pas un modèle à suivre. Le représentant des Etats-Unis a estimé lui aussi que, pour que les dépenses relatives à l'établissement et au fonctionnement de la procédure soient supportées par un nombre suffisant d'Etats, il fallait au moins 10 déclarations. A son avis, que le Comité soit financé sur le budget de l'Organisation des Nations Unies (auquel 159 Etats contribuaient) ou par les Etats parties à la Convention (20 au minimum), il serait plus équitable de prévoir un nombre de déclarations plus élevé. Le représentant des Pays-Bas partageait le point de vue du représentant des Etats-Unis. La représentante du Japon a aussi proposé de fixer à 10 le nombre de déclarations nécessaires mais a indiqué que la position de sa délégation sur ce point était assez souple.

20. Le Groupe de travail n'a pas pu se mettre d'accord sur le nombre de déclarations nécessaires pour l'entrée en vigueur de la procédure. Etant donné toutefois qu'il s'était mis d'accord sur le reste du texte du paragraphe, il a décidé d'adopter ce texte et d'y insérer le nombre de déclarations lorsque des consultations officielles auraient permis de régler la question.

21. Le texte du paragraphe 2, tel qu'il a été adopté en deuxième lecture, est le suivant :

"2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque ... Etats parties à la présente Convention auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue en vertu du présent article après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé ait fait une nouvelle déclaration."
